

## DE BUENOS AIRES



N°10 – Du 3 au 9 mars 2023

## Zoom – Quelle place pour les femmes dans les économies du cône Sud ?

La 112<sup>ème</sup> Journée internationale de la femme célébrée le 8 mars a – dans le cône Sud comme dans le reste du monde – invité à s'interroger sur la place des femmes dans la vie économique. Si, comme le relève le rapport du panorama social d'Amérique latine et des Caraïbes de 2022 de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les inégalités de genre sont toujours une réalité dans les pays du cône Sud, les politiques publiques lancées ces dernières années tendent à les résorber. L'effort politique est d'autant plus essentiel que la crise sanitaire et économique a particulièrement affecté les femmes, en particulier celles dont la situation sociale est la plus précaire. Entre 2019 et 2022, le taux de participation des femmes sur le marché du travail a baissé au Chili (49,7 % en 2022, soit -2,8 points de pourcentage ou p.p.), au Paraguay (58,6 % ; -1,8 p.p.) et en Uruguay (54,3 % ; -0,6 p.p.), mais a toutefois augmenté en Argentine (51,7 % ; +2,3 p.p.). Le choc a de plus eu des effets contrastés sur la précarisation des femmes en fonction de la dynamique économique de chaque pays. Tandis que l'indice de la féminité de la pauvreté, qui compare le pourcentage de femmes sous le seuil de pauvreté relativement à celui des hommes, a augmenté entre 2019 et 2021 en Argentine (115,0 à 126,2, soit +11,2 %) et au Paraguay (119,7 à 122,0 ; +2,3 %), il a diminué au Chili (131,3 à 120,3 ; -11,0 %) et stagné en Uruguay (136,8 à 136,4 ; -0,4 %). Malgré la reprise économique en 2021 et 2022, les différences de taux de participation sur le marché du travail restent structurellement élevées en Uruguay (18,0 p.p.), en Argentine (18,4 p.p. en 2022), au Chili (20,4 p.p.) et au Paraguay (23,6 p.p.). Dans ces pays, les femmes sont encore davantage impliquées dans les tâches domestiques non-rémunérées. Dans ces conditions, les inégalités salariales persistent, notamment en Argentine, au Chili et en Uruguay, où à travail égal, les femmes gagnaient en moyenne 30 % de moins que les hommes en 2022. Elles sont pourtant en moyenne plus éduquées : la proportion de femmes qui a terminé son cycle d'études secondaires était plus élevée en 2018 que celle des hommes en Argentine (62,0 %, soit +4,2 p.p.), en Uruguay (64,7 % ; +4,9 p.p.), au Paraguay (72,3 % ; +3,1 p.p.) et au Chili (76,3 % ; +4,0 p.p.). Enfin, les femmes restent cantonnées aux secteurs du social (ségrégation horizontale) et à des postes à faibles responsabilités (ségrégation verticale). À titre d'exemple, en Argentine, 30,0 % des hommes employés en 2022 travaillaient dans l'industrie manufacturière et la construction contre 9,1 % des femmes. A contrario, 6,0 % des hommes étaient employés dans le secteur de la santé et de l'éducation versus 23,7 % pour les femmes. Pour réduire ces inégalités de genre, la plupart des gouvernements des pays du cône Sud ont pris un certain nombre de mesures au cours des dernières années. Parmi celles-ci se trouvent le plan national de l'égalité et de la diversité 2021-2023 de l'Argentine, le 4<sup>ème</sup> plan national de l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2030 du Chili et la stratégie nationale pour l'égalité de genre à 2030 de l'Uruguay. À plus court terme et outre le niveau d'engagement des politiques publiques, la place des femmes dans les économies et les marchés du travail dépendra de la conjoncture économique en 2023, alors que la croissance et les opportunités économiques dans la région promettent d'être heurtées par de nombreux facteurs baissiers, à l'instar des tensions sur les prix et de l'ajustement du *policy mix*.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 30%

Écart de rémunération  
entre les hommes et les  
femmes dans les pays  
du cône Sud

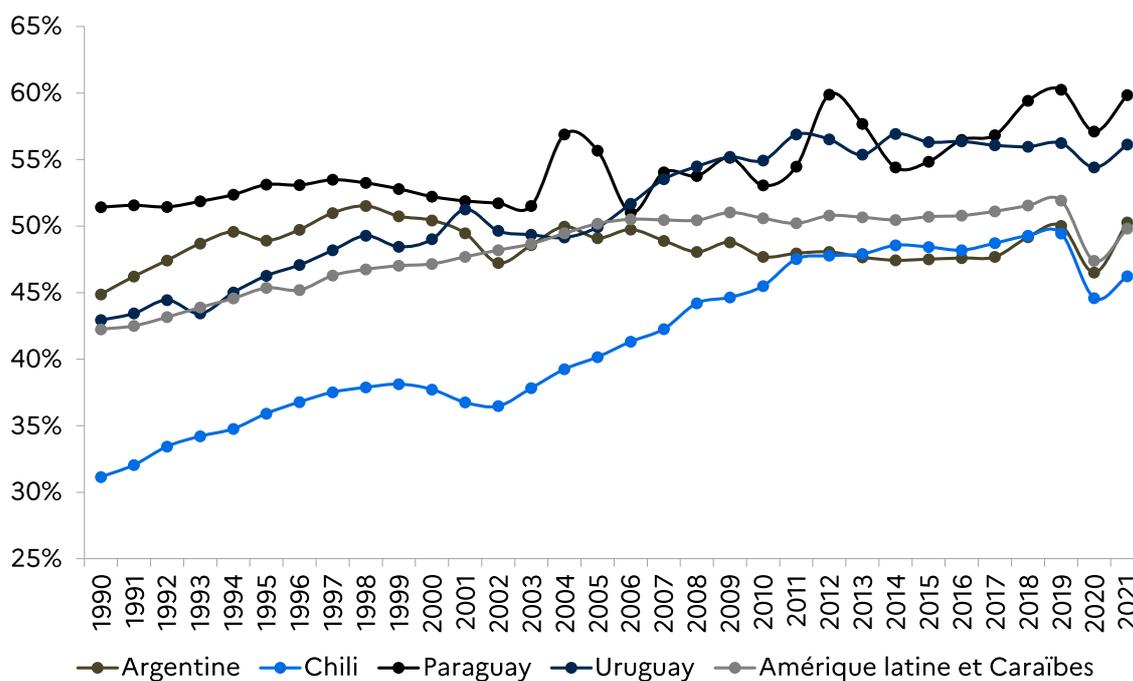
## Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
<b>Prévisions et anticipations</b>					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,5%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,0%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	99,9%	5,3%	5,0%	7,2%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

## Cône Sud – Taux de participation des femmes sur le marché du travail (%)



Sources : Banque mondiale, SER Buenos Aires

## ARGENTINE

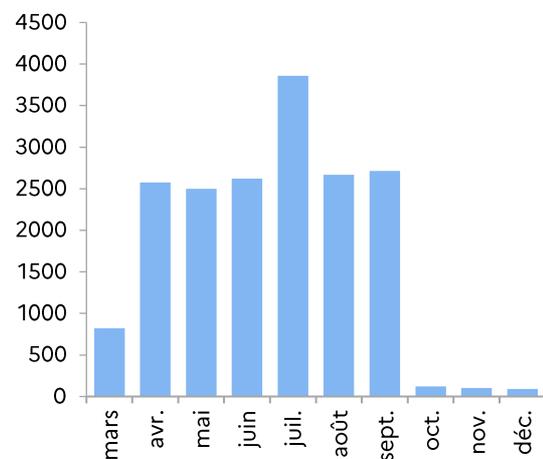
### Le ministère de l'Économie mène un nouvel échange de titres de dette en pesos pour repousser les échéances du 2<sup>ème</sup> trimestre de 2023

Alors que l'État peine depuis plusieurs mois à refinancer sa dette en pesos au-delà de l'élection présidentielle d'octobre prochain, le ministre de l'Économie Sergio Massa a annoncé un nouvel échange de titres publics arrivant à échéance entre mars et juin 2023, qui s'est tenu le 9 mars. Le ministre Sergio Massa a, depuis son entrée en fonction en août 2022, fréquemment eu recours à des échanges de titres pour éviter la résurgence de tensions sur le refinancement de la dette en pesos, à l'instar de celles observées mi-2022 qui avaient donné lieu à une panique financière et à la démission surprise de son prédécesseur Martín Guzmán. Toutefois, alors que les précédents échanges de titres visaient à repousser les échéances de seulement quelques mois, l'opération annoncée avait pour objectif de repousser les échéances du 2<sup>ème</sup> trimestre de cette année à 2024 et 2025.

Les échéances de la dette publique en pesos de mars à juin 2023 se chiffraient à environ 7.500 Mds ARS (environ 37,4 Mds USD au taux de change officiel), soit 5,0 % du PIB et un peu moins de la moitié des échéances de l'ensemble de l'année 2023. Selon les économistes, environ la moitié des titres arrivant à échéance entre mars et juin était détenue par le secteur public, en particulier par la Banque centrale et le Fonds de garantie de soutenabilité (FGS) de l'Agence nationale de la sécurité sociale (ANSES). L'autre moitié était ainsi détenue par des

créanciers privés dont, entre autres, des banques, des compagnies d'assurances, et des grandes entreprises. Les économistes estimaient dès lors que les créanciers publics allaient largement adhérer à cet échange de titres, et que les négociations en cours entre le ministère de l'Économie et les créanciers privés, en particulier le secteur bancaire, allaient assurer qu'au moins 60 % des échéances de la dette publique en pesos de mars à juin pourraient être repoussés à 2024 et 2025. Ce fut le cas, puisque 64 % des échéances (4.300 Mds ARS) ont finalement pu être repoussées.

Échéances de la dette publique en pesos en 2023 avant l'échange de titres (Mds ARS)



Sources : Ministère de l'Économie, SER Buenos Aires

Pour convaincre les créanciers privés de détenir des obligations arrivant à échéance après l'élection présidentielle d'octobre et répondre à leur crainte d'une restructuration de la dette en pesos par la prochaine administration, les autorités économiques argentines ont eu recours à plusieurs stratagèmes. Comme lors des précédents échanges de titres, les obligations proposées étaient plus attractives, la grande majorité étant indexée sur l'inflation et quelques-unes



l'étant également sur l'évolution du taux de change. De plus, la Banque centrale a amélioré les conditions de l'option de vente donnée aux détenteurs des nouveaux titres obtenus lors de l'échange. Cette option leur permet, s'ils le souhaitent, de se défaire de leurs titres avant leur échéance en 2024 ou 2025 et obligerait dès lors la Banque centrale à les racheter.

**Le résultat de cet échange de titres a fait office de premier test pour le gouvernement argentin, qui vise à alléger les risques de pression sur le change pouvant découler de tensions sur le refinancement de la dette en pesos.** Le relatif bon résultat de cet échange pourrait ouvrir la voie à un autre échange d'envergure pour les échéances de la dette publique en pesos de juillet à octobre 2023.

### **Les investissements dans la chaîne de valeur du lithium et de la mobilité électrique se multiplient en Argentine**

**Le groupe chinois Chery, un des géants des exportations de voitures électriques qui est représenté en Argentine par le groupe SOCMA (qui appartient à la famille Macri, ex-président de 2016 à 2019), a annoncé la construction d'une usine de production de voitures électriques dans le pays.** L'investissement prévu de 400 MUSD serait divisé en deux étapes. Lors de la première étape, de 2023 à 2025, la société chinoise souhaite construire une usine d'une capacité de production de près de 50.000 véhicules électriques et, dans la deuxième, de 2026 à 2030, l'élargir jusqu'à 100.000 unités.

**Chery envisage l'installation de l'usine dans la province de Santa Fe.** Le projet serait développé en partenariat avec l'entreprise Goiton Inc., filiale du producteur chinois de batteries Guoxan, qui fournirait ce produit.

En parallèle, Goiton Inc. avance dans la construction d'une usine de production de batteries dans la province de Jujuy, en partenariat avec l'entreprise publique provinciale JEMSE. Les batteries seraient utilisées pour les véhicules produits par Chery, mais également exportées aux États-Unis, en Espagne, en Allemagne, en Inde et au Vietnam.

**Selon Zhang Shengshan, vice-président de Chery International, le groupe souhaite que « l'Argentine soit le centre de production de voitures électriques pour la région ».** Il a ajouté que le pays « possède du lithium et du cuivre, des matières premières clés pour la chaîne de production de voitures et de batteries de Chery ».

**La holding chinoise Tsingshan Mining, leader de la production d'acier, a de plus annoncé un investissement de 120 MUSD pour la production de chlorure d'hydrogène et d'hydroxyde de sodium dans le parc industriel « El Perico », dans la province de Jujuy.** Ces deux intrants sont essentiels à la production de carbonate de lithium. La stratégie de l'entreprise consiste ainsi à développer cette chaîne de valeur entre les provinces de Jujuy et de Salta, où elle développe le projet d'exploitation de lithium « Centenario Ratonas » avec l'entreprise française Eramet. Le projet, l'un des plus importants en Argentine, serait mis en service en 2024 avec une production initiale de 24.000 tonnes de LCE.

**Par ailleurs, la compagnie américaine Livent, qui possède l'un des deux projets de lithium en phase de production dans le pays, a signé un accord avec Y-TEC, une filiale d'YPF, en partenariat avec le centre de recherche argentin Conicet.** L'objectif est de fournir du carbonate de lithium qui sera employé dans

la production de batteries à l'échelle du laboratoire de l'usine d'Y-TEC, située dans le terrain de l'université de La Plata, dans la province de Buenos Aires. La construction de l'usine « UniLib » s'est terminée en décembre 2022 et sera mise en service prochainement. L'investissement de 3,9 MUSD destiné à ce projet permettra à Y-TEC de disposer d'une modeste capacité de production de 13 Mwh par an, ce qui correspond à la production de près de 1.000 batteries par an utilisées pour le stockage d'énergie.

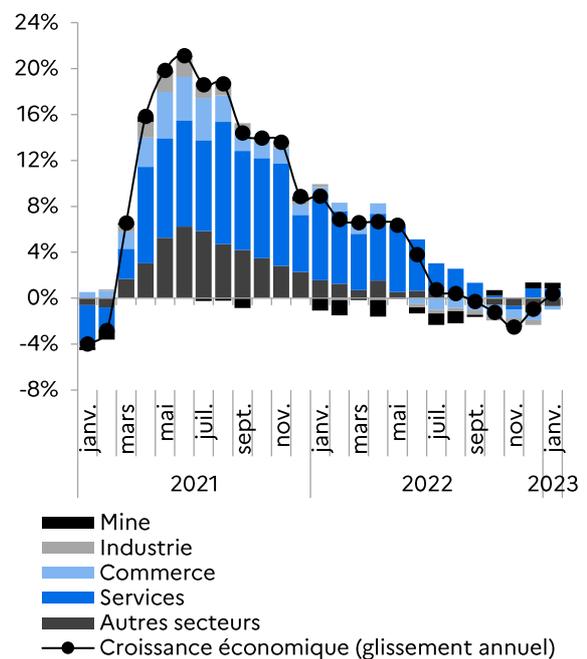
## CHILI

### La croissance chilienne rebondit contre toute attente en janvier 2023

L'indice mensuel de l'activité économique de janvier 2023, publié par la Banque centrale, indique une légère croissance de l'activité (+0,4 % en glissement annuel), alors que les analystes tablaient sur une baisse (entre -0,1 et -0,7 %). Ce résultat, meilleur qu'initialement anticipé, s'explique par une production industrielle plus vigoureuse que prévue (+1,6 %), portée notamment par le secteur minier (+4,0 %). Cependant, la reprise de l'activité du secteur minier ne pourrait être que temporaire. Bien que la demande extérieure pour le lithium soit stable et stimule la croissance de ce secteur, celle du cuivre est volatile et dépend de la dynamique des cours mondiaux. La production des biens non-manufacturiers a également crû (+0,8 %), tout comme celle de l'industrie manufacturière (+0,4 %) ainsi que des services (+1,6 %). Ces bons résultats ont notamment compensé la contraction de l'activité commerciale (-3,2 %).

**Forts de ces chiffres encourageants, les principaux analystes économiques du pays sont en train de corriger à la hausse leurs estimations de croissance pour l'année 2023.** Avant cette publication, la Banque centrale prévoyait une contraction de l'économie en 2023 (entre -0,75 et -1,75 %), tout comme le ministère des Finances (-0,7 %). Les analystes économiques, qui tablaient sur une récession (entre -1,0 et 2,0 %), prévoient dorénavant une correction à la hausse (entre -1,5% et une stagnation de l'économie). Le rebond de janvier réduirait dès lors l'ampleur de la récession traversée par l'économie chilienne en 2023.

Croissance du PIB et contributions des secteurs d'activité



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

## Rejet de la réforme fiscale par les députés : vers un report de la discussion du projet de loi à 2024

Le gouvernement chilien a subi un revers politique majeur le 8 mars avec le rejet par la Chambre des députés de son projet de réforme fiscale, à 73 voix contre 71 (et 3 abstentions). La surprise est d'autant plus grande que ce rejet est intervenu avant le moindre débat parlementaire, les députés s'étant opposés à l'idée même d'effectuer une réforme fiscale. Les partis d'opposition des partis de droite avaient déjà manifesté leur hostilité à cette réforme fiscale, en soulignant l'impact négatif qu'elle pourrait avoir sur l'investissement et la rentabilité des PME. Le gouvernement arguait quant à lui que le projet permettrait une meilleure répartition des richesses et bénéficierait particulièrement aux femmes, dont les salaires et les pensions restent inférieurs à ceux des hommes.

Le projet de réforme fiscale proposé par le président Gabriel Boric et son gouvernement prévoyait notamment une nouvelle assiette d'imposition et une taxation accrue du capital afin de financer la hausse des *minima sociaux* et des réformes sociales. Grâce à cette réforme, ils prévoient ainsi de récolter 3,6% du PIB en 2023. La réforme devait également s'attaquer à l'épineux problème de l'évasion fiscale, au cœur de l'agenda politique du gouvernement Boric. Ce projet s'appuie sur un mécontentement populaire, dans un contexte où le Chili reste un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE.

Face au rejet du projet, le gouvernement devra attendre un an pour resoumettre le projet de loi aux députés. D'ici là, le Sénat pourrait étudier le texte à sa demande. Cependant, le Sénat étant plus conservateur

et les votes étant soumis à un *quorum* des deux tiers, obtenir un accord du Sénat pour examiner le texte cette année paraît peu probable. Pour contourner le rejet, le gouvernement Boric pourrait décider d'insérer certains articles et dispositions de la réforme fiscale dans d'autres lois à venir portant sur des dispositions fiscales diverses, notamment le projet de loi qui porte sur les redevances minières. Ces amendements seront indispensables pour financer à court terme les mesures sociales, telles que l'augmentation des pensions minimales, dans l'attente de pouvoir représenter le projet de réforme fiscale aux députés.

## PARAGUAY

### Le développement du projet de route Bi-océanique : une opportunité pour le Paraguay

Le 2 mars s'est tenue au palais présidentiel la signature de contrats portant sur la construction du 3<sup>ème</sup> tronçon de la partie de la route Bi-océanique qui traversera le Paraguay. Ce tronçon traversera la province paraguayenne de Boquerón sur 277 km jusqu'à la frontière argentine à Pozo Hondo. L'ambitieux projet de la route Bi-océanique, initié en 2015 par les pays du cône Sud et le Brésil, vise à connecter les rives atlantique et pacifique sur 2.290 km.

Les travaux de ce 3<sup>ème</sup> tronçon sont exclusivement financés par FONPLATA, une Banque de développement sous-régionale formée par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, à hauteur de 354 MUSD. Plusieurs entreprises se répartissent ainsi quatre segments de la construction du tronçon. Le 4<sup>ème</sup> segment,



qui est le plus conséquent, a été attribué aux entreprises Topographie et Chemins, Isacio Vallejos et Rovella Carranza pour 94 MUSD, alors que les autres segments doivent être construits par d'autres entreprises paraguayennes. Les travaux devraient durer 10 ans, dont 6 mois de planification, 2 ans de construction et 8 ans de maintenance aux frais des entreprises concernées.

**Selon le directeur du développement stratégique et des études de FONPLATA, Daniel Correa, ce projet, en plus d'être le plus ambitieux de la Banque, aura un impact majeur sur le développement économique pour les pays concernés.** Ainsi, le Paraguay, en plus de renforcer son intégration dans le commercial régional, devrait se désenclaver et bénéficier d'un accès aux ports des océans Atlantique et Pacifique. De plus, les externalités positives de l'investissement dans le 3<sup>ème</sup> tronçon devraient profiter à toute la province de Boquerón.

**À terme, les revenus qui sont issus de la route pourraient aussi servir à la maintenance et à la rénovation des infrastructures qui se trouvent dans la province, comme l'aéroport Mariscal Estigarribia et le pont Hondo.** Les revenus générés directement par la route pourraient aussi assurer sa rentabilité. Les péages permettront de financer le coût d'indemnisation des terres expropriées, la maintenance de la route ainsi que l'essor des services pour les automobilistes.

## URUGUAY

### **Le président Lacalle Pou annonce un allègement fiscal pour les ménages et les micros et petites entreprises afin de relancer la croissance**

À l'occasion du discours devant les élus uruguayens, exercice durant lequel le chef de l'État présente traditionnellement son bilan ainsi que ses grandes orientations futures, le président Lacalle Pou a annoncé un projet de loi visant à accroître les déductions et crédits d'impôts sur les revenus (IRPF), mais aussi les prestations sociales (IASS). Pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages face à la hausse du coût de la vie, le président a annoncé une augmentation du taux de déduction de l'impôt sur les revenus de 10 à 14 % pour les ménages dont le revenu mensuel imposable est inférieur ou égal à 60.500 UYU (environ 1.540 USD). Le taux restera à 8 % pour les revenus supérieurs à ce montant. Quant au crédit d'impôts annuel pour les enfants à charge, il passera de 73.600 UYU (soit 1.950 USD) actuellement à 113.200 UYU (2.900 USD). Le montant annuel sera doublé si l'enfant est handicapé. De son côté, le crédit d'impôt sur les dépenses liées à la location d'un logement sera réhaussé de 6 à 8 %.

**Selon le gouvernement, le relèvement du seuil de déduction fiscale et du crédit d'impôt devrait bénéficier à 327.000 personnes, soit 75 % des contribuables.** Parmi eux, 14 % (63.000 personnes) pourraient être exemptées de l'impôt sur les revenus. Le coût associé à ces mesures est estimé à 80 MUSD.



**De la même manière, le seuil des prestations sociales non imposables doit être relevé de 45.300 UYU (1.160 USD) actuellement à près de 51.000 UYU (1.300 USD).** Par ailleurs, les autres tranches (d'environ 51.000 UYU à 283.000 UYU ou plus) resteront imposables de 10 à 30 %. Le crédit d'impôt sur les dépenses liées à la location d'un logement sera également réhaussé de 6 à 8 %. Ces mesures devraient bénéficier à l'ensemble des contribuables des prestations sociales (environ 179.000 personnes). De plus, parmi ces bénéficiaires, environ 20.000 personnes pourraient cesser de payer l'impôt sur les prestations sociales. Ces mesures sont ainsi chiffrées par le gouvernement à 30 MUSD.

**En parallèle, le président prévoit d'accorder des avantages fiscaux aux micros et petites entreprises (MPME) afin de soutenir leur activité face aux renchérissements des coûts de production.** Parmi les mesures présentées à la commission des Finances du Sénat par la ministre de l'Économie Azucena Arbeleche, se trouvent la diminution du paiement anticipé de l'impôt sur le revenu des activités économiques dit IRAE (26.600 bénéficiaires attendus), la réduction de 3 à 1 année fiscale le temps d'appartenance au régime général pour les petites entreprises (environ 2.700 bénéficiaires) et la remise de dette pour les entrepreneurs en compte propre (5.700 bénéficiaires). Au total, ces mesures doivent coûter 40 MUSD.

**Ainsi, à travers ces allègements fiscaux, le président espère relancer la croissance (prévue à 2,0 % en 2023 versus 5,0 % en 2022) en encourageant la consommation et l'activité des micros et petites entreprises.** Pour le pouvoir exécutif, le regain d'activité devrait permettre de financer ces mesures, dont le coût d'ensemble est estimé à 150 MUSD (0,2 % du PIB), sans remettre en

cause la réduction graduelle du déficit budgétaire (prévisions gouvernementales à -2,6 % du PIB en 2023 après -3,2 % du PIB en 2022 et un record à -5,8 % du PIB en 2020).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
Twitter :

[samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr](mailto:samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr)  
[@Tresor\\_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)